

## MAIRIE DU BEC HELLOUIN

SEANCE DU 24 SEPTEMBRE 2021

L'an deux mil vingt et un, le 24 septembre à 20 heures 00

Le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie sous la présidence de M. FINET Pascal, Maire.

Etaient présents : MM. FINET, THONNEL, COUY, BRETHERAU et GAUTIER Mmes HUGUET-HERMENAULT et GEOFFRION

Absents excusés : Mme DECONNINCK, LABOIS et BRUNY et M. FALCE

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que :

L'intercom Bernay Terre de Normandie gère les trois bibliothèques communautaires de l'ancien territoire Brionnais (Neuville sur Authou, St Eloi de Fourques et Le Bec-Hellouin.).

Toutes les autres bibliothèques du nouveau territoire sont gérées par les Communes.

Par souci d'équité sur le territoire, il est proposé à la commune d'accepter le transfert de la bibliothèque Alban Querol dans la compétence communale.

Le transfert sera accompagné de dotations couvrant les dépenses relatives aux charges financières correspondantes.

Une réunion a eu lieu avec le Vice-Président chargé de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées qui doit présenter en principe en septembre 2021, à la commune une proposition chiffrée.

Mme Edith Legay en poste à la bibliothèque de St Eloi s'est portée candidate au poste qui sera donc créé par la commune à la bibliothèque du Bec-Hellouin, dès que la phase administrative de transfert sera définitivement achevée, pour un contrat de 20 h /semaine,

Le Conseil municipal l'a reçu et a été attentif à sa présentation.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que Dominique Osmont en poste à la commune depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 a fait valoir ses droits à la retraite le 30 septembre 2021. Compte tenu des conditions sanitaires, il n'a pas été possible d'organiser une manifestation pour son départ. Il recevra un cadeau de départ en présence du conseil municipal.

Pour le remplacer, M. Lionel Patin a été engagé pour remplacer dans un premier temps, comme agent contractuel chargé des travaux d'entretien dans la commune. Âgé de 44 ans et domicilié dans la Commune, IL a été invité à se présenter aux conseillers municipaux. Il a pris son poste le 01 octobre 2021.

### **DELIBERATION N° 2021-023 : ADHESION AU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE DU CDG 27 DE L'EURE**

VU le Code des Assurances ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 26 alinéa 2 ;

VU le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

VU le Code de la Commande Publique.

VU la délibération du Conseil d'Administration du CDG en date du 10/12/2020 approuvant le renouvellement du contrat groupe selon la procédure négociée ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du CDG en date du 24/06/2021, autorisant le Président du CDG à signer le marché avec le candidat SOFAXIS;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 27/11/2020 proposant de se joindre à la procédure de renégociation du contrat groupe d'assurance que le Centre de Gestion a lancé ;

VU l'exposé du Maire ;

CONSIDERANT la nécessité de conclure un contrat d'assurance statutaire ;

CONSIDERANT que ce contrat doit être soumis au Code de la Commande Publique ;

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE d'adhérer à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 au contrat d'assurance groupe (2022-2025) et jusqu'au 31 décembre 2025 aux conditions suivantes :

**Proposition d'assurance pour les agents CNRACL**

☒ Pour les risques (Décès, accident du travail, longue maladie/longue durée, maternité, maladie ordinaire) avec une franchise de 15 Jours fermes par arrêt en maladie ordinaire, au taux de 6,40 % de la masse salariale assurée (frais du CDG exclus)

Et / ou

**Proposition d'assurance pour les agents IRCANTEC**

Pour tous les risques avec une franchise de 15 jours fixes sur le risque de maladie ordinaire au taux de 1,10 % de la masse salariale assurée (frais du CDG exclus)

☒ OUI  
☐ NON

L'assiette de cotisation est composée du Traitement Brut Indiciaire auquel s'ajoute(nt) :

En Option	CNRACL	IRCANTEC
Nouvelle Bonification Indiciaire	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
Indemnité de Résidence	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
Supplément Familial de traitement	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
Régime Indemnitaire	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
Charges Patronales	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

Et à cette fin,

**AUTORISE** Le Maire à signer les documents contractuels en résultant.

**PREND ACTE** que la Collectivité adhérente pourra quitter le contrat groupe chaque année sous réserve du respect du délai de préavis de six mois.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

**DELIBERATION N° 2021-024 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DES COMMUNES PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR LES OUVRAGES DE PRODUCTIONS ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ.**

M. le Maire tient à informer les membres du Conseil sur le décret n° 2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport, de production et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et gazière.

Dans l'hypothèse où ce type de chantier interviendrait ou que les conditions d'application du décret précité auraient été satisfaites sur l'année N-1 permettant d'escompter en année N une perception de la redevance, l'adoption de la présente délibération permettrait la perception de cette recette.

Il propose au Conseil :

- De décider d'instaurer la dite redevance pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport, de production et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et gazière.
- D'en fixer le modèle de calcul, conformément au décret n° 2015-334 du 25 mars 2015, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire et sera réévalué selon l'actualisation réglementaire des montants en vigueur l'année considérée.
- Autorise le concessionnaire ou gestionnaire (SIEGE, GRT GAZ, ANTARGAZ, etc.) à percevoir directement cette recette auprès du distributeur concerné et de la reverser annuellement à la commune à l'occasion du reversement de la redevance classique.

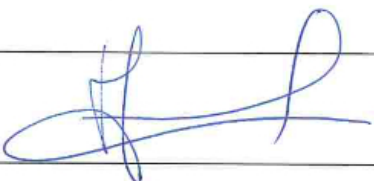



**Le Conseil municipal, entendu cet exposé et après avoir délibéré :**

ADOpte à l'unanimité, la proposition qui lui est faite concernant l'instauration de la redevance pour l'occupation du domaine public par les chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport, de production et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et gazière.

Cette mesure permettra de procéder à l'établissement du titre de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés les chantiers éligibles à ladite redevance.

Les recettes correspondantes au montant de la redevance perçue seront inscrites au compte 70388.

**EMARGEMENTS 24/09/2021**

<b>Pascal FINET</b>	
<b>Mickaël THONNEL</b>	
<b>Laurence LABOIS</b>	ABSENTE EXCUSÉE
<b>Julien BRETHERAU</b>	
<b>Chantal BRUNY</b>	ABSENTE EXCUSÉE
<b>Didier COUY</b>	
<b>Marie-Dominique DECONNINCK</b>	ABSENTE EXCUSÉE
<b>Christian FALCE</b>	ABSENT EXCUSÉ
<b>Alban GAUTIER</b>	
<b>Claudette GEOFFRION</b>	
<b>Martine HUGUET-HERMENAULT</b>	